

Interprétation divergente

Pendant que la Chambre de commerce déplore l'absence de mesures structurelles, la Chambre des salariés dresse un constat bien différent sur le projet de budget 2011. La CSL note que la situation des finances publiques s'annonce meilleure que prévu il y a quelques mois et se demande si l'ensemble du paquet de mesures du gouvernement est bien utile.

■ Un projet de budget, deux lectures diamétralement opposées. Si la Chambre de commerce juge les réflexions du gouvernement trop optimistes (voir ci-dessus), la CSL les trouve au contraire trop pessimistes en indiquant que les finances publiques sont «historiquement et structurellement saines», tant en termes de solde que d'endettement.

En 2011, le solde de l'administration publique doit présenter



Contrairement à l'avis de représentants du patronat, la Chambre des salariés estime que les finances publiques sont «structurellement saines» (Photo: Marc Wilwert)

un déficit de 1,2 %. Une situation «comparativement enviable» et bien inférieure au seuil de 3 % des critères de Maastricht, note l'institution présidée par Jean-Claude Reding. Par rapport aux prévisions faites en janvier 2010, 700 millions supplémentaires seraient venus

remplir les caisses de l'administration publique. «Ce ne sont pas seulement les mesures d'assainissement et l'amélioration de la conjoncture qui auront permis la consolidation substantielle des finances publiques, mais bien des prévisions par trop pessimistes, à croissance

presque inchangée», en conclut ainsi la CSL.

Partant de ce constat, la Chambre des salariés doute de la nécessité des mesures d'assainissement du gouvernement. La reprise économique est timide, mais le Luxembourg semblerait «rebondir plus fortement que les autres économies européennes». Ceci montrerait alors que le pays «ne souffre d'aucun problème structurel». Du coup, la CSL voit un décalage entre la situation financière du pays et les «sacrifices» que devront faire les ménages.

«Que l'on ne revienne pas sur les mesures de crise, une fois celle-ci passée, montre bien qu'il existe une tendance de fond où les fenêtres d'ouverture provoquées par les crises profitent à la remise en cause des acquis sociaux et au démantèlement du système social luxembourgeois», dénonce finalement la CSL.